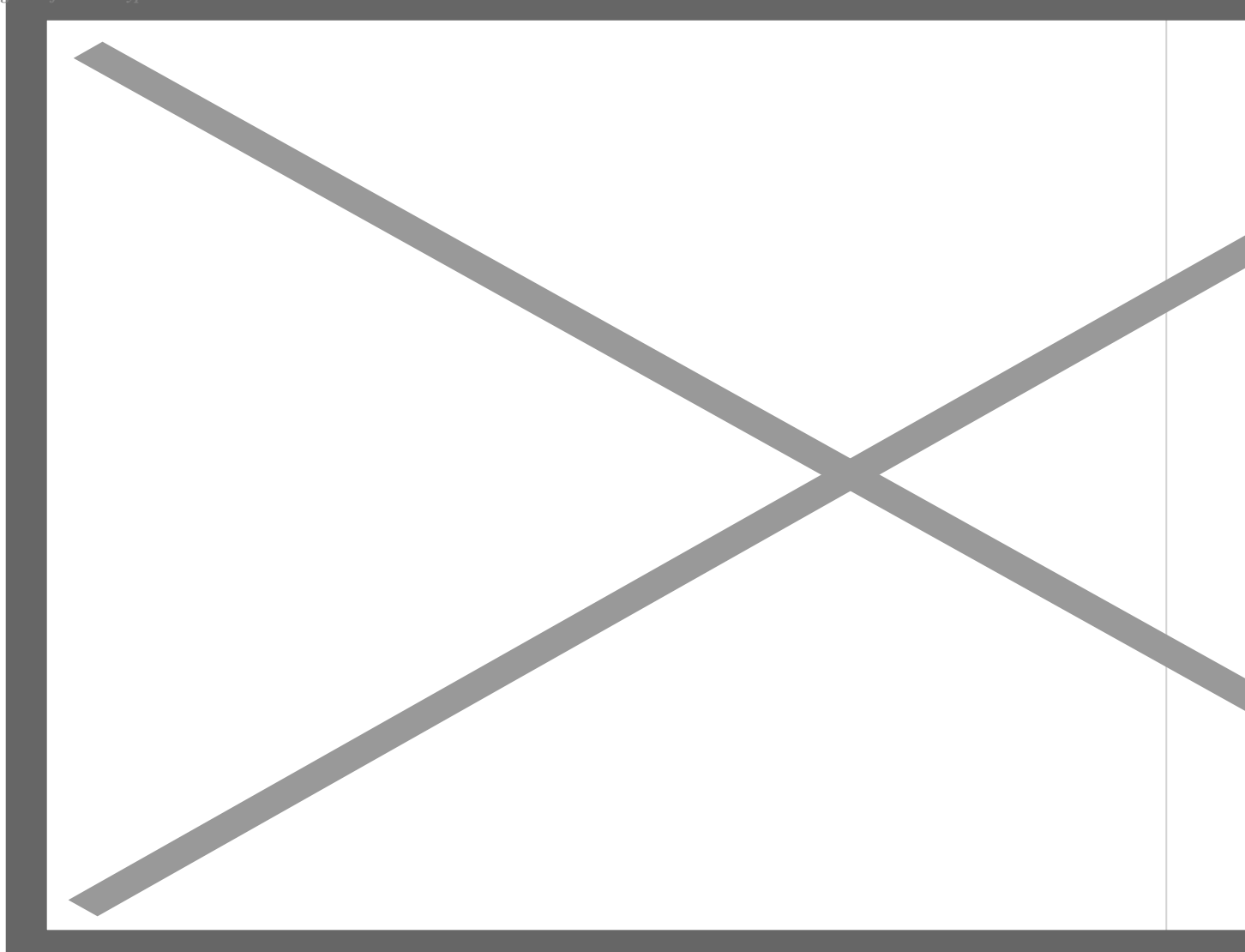


Bolivie: Les responsables de la grève à Santa Cruz menacent de nouvelles actions de déstabilisation

Image not found or type unknown



La Havane, 8 déc. (RHC)- La Bolivie est aujourd'hui menacée d'une plus grande instabilité. Le Comité interinstitutionnel du département de Santa Cruz a annoncé qu'il désobéirait aux ordonnances judiciaires émises dans le cadre de l'enquête criminelle lancée contre les organisateurs de la récente grève de 36 jours.

Les opposants extrémistes ont annoncé un agenda d'actions telles qu'une marche demain, le rejet des poursuites pénales annoncées par le ministère public et la décision de ne se rendre à aucune convocation au tribunal dans la ville de La Paz.

Les plaintes contre le gouverneur Luis Fernando Camacho, le leader civique Romulo Calvo, le recteur de l'université autonome, Vicente Cuéllar, et l'Union des Jeunes «Cruceñistas», ont été unifiées et seront déposées dans la ville de La Paz.

Le procureur général de la Bolivie, Juan Lanchipa, a expliqué que les multiples plaintes des victimes des groupes violents montraient que des poursuites pénales devaient être engagées, au moins pour 10 crimes graves tels que la violation des droits de l'homme à la vie, au travail, à la santé, à l'éducation, à la liberté de mouvement et d'expression et les dommages aux biens de l'État et aux biens privés.

En 36 jours de grève violente, quatre personnes sont mortes, des centaines ont été blessées, une femme a été signalée pour viol collectif, des magasins et la Confédération départementale des travailleurs ont été pillés, et le siège du syndicat des agriculteurs a été incendié.

Il y a également eu des agressions et des actions discriminatoires contre les autochtones Ayoreo, et l'économie départementale et nationale a subi des pertes évaluées à plus de 1,2 milliard de dollars.

Cependant, le Comité interinstitutionnel considère l'enquête judiciaire comme une "persécution politique nulle et non avenue".

Sur cette base, ses membres ont décidé de "maintenir l'état d'urgence afin d'être prêts à réagir à toute tentative du gouvernement national de prendre des mesures légales contre les dirigeants et citoyens engagés dans la lutte de Santa Cruz".

Source: Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/307362-bolivie-les-responsables-de-la-greve-a-santa-cruz-menacent-de-nouvelles-actions-de-destabilisation>



Radio Habana Cuba